

LIMINAIRE CGT FINANCES PUBLIQUES

CTL du 31-03-2015

Les résultats des élections départementales des 22 et 29 mars 2015, ouvrent une nouvelle étape dans l'ancrage politique du Front national.

Cette situation inédite au niveau local révèle d'abord l'absence de réponse politique du gouvernement aux besoins sociaux, notamment en matière de salaires, de pensions, d'emplois et d'accès aux services publics. Le vote des citoyens a sanctionné une politique qui a tourné le dos au monde du travail et aux engagements qui avaient été pris.

Depuis plus de 10 ans, les orientations politiques ont conduit à une dégradation constante des conditions de vie au travail des agents de nos ministères : programmes de suppressions massives d'emplois, contraintes budgétaires accrues, restructurations incessantes.

Les « démarches » ou « plans stratégiques » mis en place dans les différentes directions des ministères économiques et financiers, la Revue des missions et la nouvelle Réorganisation Territoriale de l'Etat programmés ne font qu'amplifier le processus déjà engagé.

Aucune catégorie de personnel n'est aujourd'hui épargnée, comme en attestent les derniers résultats de l'observatoire interne, tout comme les divers rapports des acteurs de prévention.

En 2011, Bercy sortait enfin du déni, mais, pour autant, à aucun moment les Ministres successifs n'ont remis en cause les politiques de suppressions d'emplois, les dérives managériales, la culture d'objectifs et de résultats.

Et le 17 mars dernier, le ministère des Finances annonçait renoncer à proposer un accord sur la prévention des risques psycho-sociaux

La CGT, avec FO et Solidaires, appelle l'ensemble des salariés du public et du privé à une journée de grève et de manifestations interprofessionnelles, le 9 avril 2015.

Aujourd'hui, la politique du gouvernement qui trouve son incarnation dans le « pacte de responsabilité », la rigueur budgétaire, la réforme territoriale, nombre de dispositions du projet de loi libérale « Macron » ainsi que dans plusieurs décisions des pouvoirs publics et du patronat, aggrave la situation des salarié(e)s, des retraité(e)s et des chômeurs(ses).

Et la DGFIP dans tout cela ?

La DGFIP est bien victime de cette politique : 30 000 emplois supprimés, plus de 3 000 vacances d'emplois, un plan de restructuration à venir qui mettra à mal le réseau, les implantations, les missions de notre administration.... Et donc conduira à une dégradation du service public pour l'ensemble des citoyens !

Parce que, personnellement, chaque agent est victime de cette politique : absence de revalorisation du point d'indice depuis 5 ans, diminution drastique des plans de promotions et donc des possibilités d'évolution de chacun.

Parce que si cette politique se poursuit : la réduction du réseau diminuera de façon importante les possibilités d'affectations et entraînera des mutations d'office ; l'imposition du RIFSEEP (rémunération individualisée) pour tous conduira à un régime indemnitaire modulé au mérite et à la bonne volonté du chef.

Concernant l'ordre du jour de ce CTL :

Pour la CGT Finances Publiques, le choix de l'Administration de ne plus solliciter les agents et les cadres de proximité qu'une année sur deux pour l'évaluation des risques professionnels, est une régression.

Nous sommes en désaccord avec une telle démarche :

- en désaccord parce que cette proposition est en contradiction avec l'esprit de la loi qui appelle un recensement annuel des risques. Et personne n'est mieux placé que les agents pour effectuer ce recensement ;
- en désaccord parce qu'il appartient à l'administration de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour respecter ses obligations légales ;
- en désaccord parce que dans un contexte d'aggravation des risques psychosociaux, prendre de la distance pour les percevoir pourrait s'avérer particulièrement dangereux ;
- en désaccord parce que les agents n'ont pas à faire les frais sur leur santé des politiques d'austérité.

La CGT Finances Publiques continuera à agir avec les agents à l'amélioration des conditions de travail pour un contrôle fiscal plus juste et plus efficace.